

«L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.»

La Commune

Mensuel de l'organisation *La Commune - Pour un Parti des Travailleurs*
membre du courant international *Mouvement socialiste des travailleurs (IVe internationale)*

n° 100

Novembre 2015

2,50 euros



À Air France comme ailleurs,
**Pas un seul licenciement,
sec ou déguisé !**



Pedro Carrasquedo nous a quittés

Accord AGIRC/ARRCO : Accord scélérat ! lire p. 6

Crise au POI, lire p.10

Vive le soulèvement de la jeunesse palestinienne ! lire p. 12

Air France

La violence patronale

Symbole de la colère ouvrière face à la violence patronale, les chemises déchirées des cadres d'Air France sont l'expression la plus aboutie de la lutte des classes intense qui agite ce pays. De ce symbole, le gouvernement et tous ses séides ont décidé de faire un exemple pour intimider tous ceux qui seraient tentés de refuser les licenciements et la misère.

Ainsi, Valls se dit « scandalisé par les violences inacceptables auxquelles se sont livrés des manifestants en marge du CCE d'Air France » (5 octobre) et estime qu'il s'agit de « voyous » qui méritent des « sanctions lourdes ». Pour le MEDEF, « les violences qui ont eu lieu sont (...) le fruit d'une minorité d'irresponsables et doivent être condamnées. » Laurent Berger, pour la CFDT, « condamne les violences (...) indignes et inadmissibles. » La CGT publie un communiqué de presse le 6 octobre intitulé : « Air France Toutes les violences se condamnent ! » Pour FO, Jean-Claude Mailly estime qu'« on peut se battre contre une direction sans être violent »... Sarkozy déclare que c'est « la chienlit, le délitement de l'État » La condamnation est unanime. La répression peut s'abattre.



encore plus mais gagne plus. Dans le troisième, enfin, il peut refuser de suivre cette hausse de la productivité, mais alors sa rémunération diminue. On fait cette proposition aux pilotes, on peut l'étendre aux hôtesses et aux stewards. »

En clair, il s'agit pour Juniac-Broseta de « dégager des gains de productivité » grâce aux licenciements, à la casse des contrats de travail, de la baisse des salaires, à la casse des conditions de travail.

une intersyndicale regroupant 12 organisations d'Air France exige « la levée des poursuites et des procédures disciplinaires engagées contre tous les salariés. » Des milliers de motions affluent, un ouvrier, porte-parole de la CGT de STX refuse de serrer la main à Hollande, la solidarité financière s'organise.

Hollande et Juniac : une seule voix

Le 19 octobre, au cours de sa Conférence sociale (boycottée par la CGT), Hollande a appelé au « dialogue social » et à la « responsabilité » : « des licenciements peuvent être évités si les efforts nécessaires sont réalisés pour permettre à la compagnie d'améliorer sa compétitivité (...) si les pilotes font les efforts nécessaires, si la direction fait des propositions et si les personnels au sol sont conscients de certaines réalités ». Exactement ce que demandait Alexandre de Juniac, le PdG d'Air France, la veille ! Pour lui, trop tard pour revenir sur les 1000 licenciements programmés en 2016 (qui pourraient passer par « des mesures de départs volontaires »). Il annonce que seul le nombre de suppressions pour l'année 2017 reste « négociable » !

Au tour de Xavier Broseta, le DRH soignant « lynché », de renchérir : « Je propose de créer 3 contrats de travail ». « Dans le premier, le salarié accepte d'atteindre la productivité demandée, son salaire reste identique à celui d'aujourd'hui. Dans le deuxième, il travaille

Où sont les vraies violences ?

Les voilà les véritables VIOLENCES ! Elles sont patronales et assénées par un gouvernement de « gauche », qui détient 17 % de la compagnie, et qui donne sa bénédiction au plan de restructuration. L'acharnement dont sont victimes 18 salariés d'Air France illustre la nature foncièrement anti-ouvrière de la politique que mène le gouvernement Hollande-Valls-MEDEF.

Ils ne doivent pas rester isolés, il faut les protéger : la responsabilité des directions des organisations ouvrières est engagée.

Tous ensemble pour : abandon des poursuites, aucune sanction, pas un seul licenciement sec ou déguisé, pas touche aux contrats de travail !

Nous appelons à signer la pétition¹ et à participer au rassemblement qui sera organisé à l'occasion du CCE le jeudi 19 novembre 2015, devant le siège d'Air France à Roissy, par 13 organisations syndicales qui ont appelé les salariés à la grève.

**Wladimir Susanj,
le 5 novembre 2015**

¹ <https://www.change.Org/p/premier-ministre-pétition-libération-des-6-d-air-france-halte-aux-poursuites>

Editorial

Réforme ou rupture ?

SOMMAIRE

	Pages
• Air France.....	2
• Editorial.....	3
• Chronique d'une chute de régime..	4
• Retraites.....	5
• Pour Pedro.....	7
• Crise au POI.....	8
• Réfugiés.....	10
• Grèce.....	11
• Palestine.....	12
• Venezuela.....	13
• Argentine.....	14

La logique du profit s'exerce toujours au profit... du profit. Et c'est cette logique qui, de tout temps, pousse les capitalistes aux restructurations, aux délocalisations et aux licenciements. Dans un marché mondial en récession, frappé par une crise de surproduction, la guerre qui fait rage pousse les patrons à réduire au maximum le « coût du travail », c'est-à-dire les salaires. Seulement, le « coût du travail » ce n'est pas une notion virtuelle. Derrière ce terme, ce sont des hommes et des femmes, faits de chair et de sang, pour qui l'avenir s'arrête avec les « plans sociaux ».

Nul doute que Hollande fait du patron des patrons, Pierre Gattaz, un homme comblé. Jamais les salaires n'auront été aussi faibles, jamais la force de travail n'aura coûté aussi peu cher, jamais ce pays n'aura connu autant de chômeurs (6,5 millions dont 800 000 depuis 2012) et de pauvres (près de 10 millions).

Mais peu importe les difficultés et la misère que vit l'ultra-majorité de la population, les patrons et le gouvernement se réjouissent des « premières retombées positives » du CICE (crédit impôt compétitivité emplois) - qui accorde un crédit d'impôt de 6 % sur la masse salariale des salariés dont la rémunération n'excède pas 2,5 fois le Smic ! - et qui aurait permis de faire baisser le « coût » de l'heure de travail dans l'industrie manufacturière française à 37,50 euros, contre 39,50 euros en Allemagne ! Ah, le fameux « modèle » allemand, où les salariés subissent la paupérisation, où les chômeurs sont obligés de travailler pour 1 euro de l'heure, où les « mini jobs » (payés moins de 450 euros par mois) et les « midi jobs » (payés de 450 à 800 euros) sont devenus la règle...

Les attaques pour faire baisser le « coût du travail » sont permanentes. Hier encore, c'était la Loi Macron (travail 7/7, travail de nuit, etc...) ou l'« accord » scélérat ARRCO-AGIRC. C'est maintenant au droit du travail et à sa réglementation que Hollande-Valls-Gattaz s'attaquent. D'ailleurs Hollande prévient qu'« il y aura une clarification du Code du travail », et Valls précise qu'il s'agit de le « refonder » et de le « simplifier ».

Simplifier le droit du travail signifie simplifier les licenciements et liquider les droits et acquis collectifs des travailleurs. D'ailleurs, l'objectif n'est-il pas de définir une base minimale de droits communs (SMIC, durée légale du temps de travail, congés payés) et de renvoyer à des accords de branches ou d'entreprises toutes les autres questions, y compris les possibilités de dérogations au socle minimum ?

Cette contre-réforme signerait la mort du Code du travail, la mort des conventions collectives, et le retour, comme au XIXe siècle, au contrat de travail individuel. Le MEDEF en rêve, le PS le fait !

Mais Hollande et Valls savent pertinemment que rien n'est possible sans le soutien et la collaboration active des directions prétendument syndicales. C'est pour cela qu'ils ont déjà annoncé qu'un projet de loi « élaboré dans le dialogue avec les partenaires sociaux » serait présenté début 2016 par la ministre du chômage, Myriam El Kohmri.

Alors que les sondages prédisent une abstention record et une nouvelle débâcle pour le PS et ses satellites aux élections régionales, gageons que ceux-ci vont s'indigner du fait que ceux qui ont le droit de vote n'ont pas trouvé bulletin à leur main. Ce sera alors la faute des abstentionnistes, de tous ceux qui ont mal voté et qui favorisent le FN. Alors, réforme ou rupture ?

Lors de la Conférence sociale, Hollande a résumé le « dialogue social » à une formule : « la réforme ou la rupture » ! Bien sûr son intérêt et celui des bureaucrates syndicaux, c'est la « réforme », c'est la « négociation » dans le dos des salariés et les journées d'action sans lendemain. A l'inverse, l'intérêt des travailleurs c'est la rupture, c'est le tous ensemble par la grève générale !

Wladimir SUSANJ,
le 07-11-2015

ABONNEMENT

Nom, prénom :

.....

Adresse :

.....

Code postal, ville :

.....

Onze numéros : 26 €

Abonnement de soutien : 40 € ou plus

Chèques à l'ordre de : **ADIDO**

A retourner avec le présent bulletin (ou copie) à :

ADIDO

8, rue de la Forêt Noire
34 080 MONTPELLIER

Chronique d'une chute de régime

Hollande, la dictature à tête de veau

Le roi semblait être aux prises avec des « frondeurs » sans fronde. Le roi semblait être à l'abri derrière son Premier ministre et son ministre des « Entreprises ». Impopulaire, certes, mais épargné. Le roi est nu, la chemise déchirée. Pas seul, mais isolé. Tout comme son alter ego, l'écumant Sarkozy. Hollande, le sabreur de droits fondamentaux, l'ami des dictateurs-bourreaux et bouchers; Hollande, la dictature à tête de veau 1...

« Je préfère tenir bon sur une position que je défends depuis des années plutôt que d'en changer sous la pression des circonstances » avait expliqué avant d'être nommé chef de l'État, le ci-devant Hollande. Beaucoup diront qu'il a changé de position sous l'effet de la crise et sous la pression d'Angela Merkel. Erreur ! Hollande CACHAIT sa position. Hollande,



F. Hollande et J. Chirac

c'était cet « opposant » que Chirac remercia il y a dix ans d'appeler à voter. Oui au traité constitutionnel européen qu'il aida à faire passer ensuite en contrebande sous le nom de Traité de Lisbonne. Ceux qui, comme Mélenchon, feignirent de croire que Hollande était sincère quand il s'en prit à « La Finance » lors de son meeting du Bourget en 2012, connaissaient eux-mêmes la suite politique de cet accès de lyrisme social. Mélanchon lui fit pourtant don de « ses » voix sans barguigner.

Union sacrée PS LR FN contre les 6 d'Air France

A l'autre pôle, une centaine de salariés, excédés par le dialogue social qui consiste à organiser les licenciements et l'augmentation du temps de travail entre « partenaires sociaux », ont donc fait irruption dans la salle où se tenait le Comité Central d'Entreprise d'Air France. Nous connaissons la suite. Vol de chemise au-dessus d'un nid de licenciés. Hollande, fort de ses fantassins des médias, pense

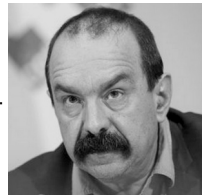


E. Macron et M. Valls

pouvoir les isoler. Il fait donner Valls et Macron. Contre les 6 d'Air France, c'est la curée dans une Union sacrée sans faille PS-LR-FN. Cette sale mayonnaise tourne bien vite. Les sondages, pourtant tournés à l'avantage de ceux qui croient pouvoir fabriquer une opinion publique sur mesure, disent que 57% des français « comprennent » les salariés qui ont secoué un mercenaire d'entreprise. Les gens apprennent ce que Juniac, le PDG d'Air France, dit dans ses conférences de riches : il « s'interroge » sur la notion « d'acquis sociaux » et même sur la notion « d'enfants » qui, selon lui « évolue », au cas où on pourrait enfin les remettre au travail. La palme revient, dans cette affaire, à Macron qui plastronne : « ils seront condamnés ». Valls les traite de voyous. L'autoritarisme du personnage dégénère ici en hystérie pure et simple.

"Ça va exploser"

A son tour, le « dialogue social » se fissure, celui qui doit sceller « l'association Capital-Travail » chère à de Gaulle enchaînant les syndicats à l'État et aux « Entreprises ». La CGT boycotte la conférence sociale et son chef, Philippe Martinez prévient : « Ça va exploser ! ». Hollande se prenant pour le chef des syndicats et pour le grand Arbitre de la « concorde sociale » rappelle la CGT à l'ordre. Rien n'y fait. Au même moment, CGT et FO quittent la « négo » sur les régimes ARGIRC ARRCO de retraites complémentaires qui servent à introduire la retraite à 67 ans. La CFDT s'affirme alors toujours plus nettement comme la « branche salariée » du MEDEF. Tous les masques tombent. Une catastrophe électorale s'annonce pour le Parti socialiste. Certains alors tentent des subterfuges grossiers. Filoche, en grand sauveur de la social-démocratie, s'élance : « Macron, démission ».



Philippe Martinez

Vous comprenez, ce serait un « signe fort » avant les Régionales : changer de ministre pour que le gouvernement reste pareil, en quelque sorte. Changer de ministre pour sauver Hollande. Tout aussi foux, le référendum de Cambadélis pour l'Union de la Gauche. Mieux qu'un fiasco, une pantalonnade digne d'une république bananière où la fraude, pour un peu, deviendrait obligatoire.

« Fainéants », « manipulateurs »

« Fainéants », « manipulateurs » ainsi Julien Dray parle de Cambadélis et de... « Barto », lors des fins de repas mondains. Comme pour rappeler qu'ils se détestent tous cordialement, s'écrasent les ortels mutuellement, pour se placer. Comme si leur accord politique de fond les poussait à se mépriser plus encore les uns, les autres. « La moitié sont des crétiens » avait dit DSK à propos des membres du gouvernement. Quoi qu'il en soit, à ce stade, on ne peut combattre une politique anti-ouvrière sans combattre jusqu'au bout celui qui l'incarne. Alors, oui, dehors Hollande, son gouvernement, sa politique et ses réformes. Le plus tôt sera le mieux. Rupture totale avec ce gouvernement, rupture totale avec l'Union Européenne, à bas la Vème république. C'est la condition sine qua non d'une autre politique, fondée sur la satisfaction des besoins immédiats des salariés et de la population et sur la sauvegarde du Code du Travail, de la Sécurité sociale et des services publics.



Julien Dray

**Daniel Petri,
26 octobre 2015**

1 En 1954, l'écrivain François Mauriac qualifia le gouvernement de Joseph Laniel de "Dictature à tête de bœuf"

Retraites

Accord AGIRC/ARRCO : Accord scélérat !

L'accord sur les retraites complémentaires du privé conclu le 30 octobre dernier entre le patronat et trois organisations syndicales de salariés (CFDT, CFTC et CFE-CGC) constitue une nouvelle attaque contre nos acquis sociaux. Cet accord minoritaire va allonger la durée de cotisation, baisser encore davantage le taux de remplacement¹, casser le système par répartition et l'ouvrir à la capitalisation : voilà ce que ces trois syndicats ont signé !



Les caisses ARCCO et AGIRC (pour les cadres)² concernent l'ensemble des salariés du privé, soit 18 millions de cotisants et 12 millions de retraités auxquels elles versent des pensions qui représentent de 30 à 70% des revenus. L'objectif mensonger de l'accord signé est de réduire le déficit de ces caisses complémentaires (3,1 milliards d'euros alors qu'il existe des réserves, respectivement de 14,1 et 61,8 milliards d'euros).

Main basse sur le salaire différé

Mais derrière cette propagande il n'y pas d'autre volonté que d'organiser le détournement des cotisations vers l'assurance privée. Car depuis la création du régime général de la Sécurité sociale en 1945, qui instaure le principe de financement des retraites par répartition basée sur la solidarité ouvrière intergénérationnelle, le patronat n'a eu de cesse de s'attaquer à ce système anticapitaliste par nature qui l'empêche de mettre la main sur le « marché des assurances sociales » et de « réduire les coûts du travail » à la portion congrue. Le gâteau qui leur échappe est en effet colossal : les fonds de la sécurité sociale s'élèvent à 464,5 milliards d'euros pour l'ensemble des régimes obligatoires (chiffres 2014), c'est-à-dire plus que celui de l'État ! Ces 464 milliards représentent LE SALAIRE DIFFÉRÉ de tous les travailleurs. Ces mesures, dans la droite ligne des contre-réformes des 20 dernières années, imposent de nouveaux reculs inacceptables aux travailleurs :

- **La sous-indexation des pensions** : la revalorisation des pensions sera inférieure d'un point au taux de l'inflation jusqu'en 2018 inclus (cette sous-indexation avait été définie comme « temporaire » lors du précédent accord signé en mars 2013 !). A quoi s'ajoute **le report de la date de revalorisation**, qui correspond pour les retraités à une perte de 4,1 milliards d'euros d'ici 2030.

- **Une augmentation du prix du point**, une baisse de sa valeur et **une augmen-**

tation des cotisations !

- **Un système de bonus-malus**, véritable escroquerie pour les salariés qui, s'ils partent à la retraite à 62 ans en ayant cotisé pendant 41,5 années, c'est-à-dire en remplissant toutes les conditions légales pour disposer d'une retraite à taux plein, se verront appliquer une baisse de 10 % prélevée sur le montant de leur retraite complémentaire à partir de 2019 et pendant deux ans voire trois.

Vers un recul de l'âge de référence à 67 ans

Cette mesure s'appliquera également à toutes les tranches d'âge au-dessus, jusqu'à 67 ans !

Comme l'explique le journaliste Laurent Mauduit³ : « *c'est l'âge de 67 ans qui devient de plus en plus la référence. C'est la ligne d'horizon autour de laquelle le gouvernement socialiste et le Medef organisent l'avenir du système des retraites.* »

Quand on sait que la pension moyenne des retraités⁴ s'élevait à 1 216 euros net par mois en 2013 (les pensions sont gelées depuis) et qu'une majorité des retraités sont bien en deçà de cette moyenne ; officiellement 1,2 millions (chiffres INSEE, 2014) de retraités vivent sous le seuil de pauvreté mais la réalité est bien pire et notamment pour les femmes qui touchent une pension d'environ 40 % inférieure à celle des hommes, on réalise aisément que partir en retraite avec une décote de 10 % ce n'est pas une affaire de choix pour les travailleurs comme l'assèment la CFDT et le MEDEF !

La fameuse retraite à la carte ! Alors que 56 % des travailleurs sont au chômage au moment de prendre leur retraite ! Et qu'il y a 6,5 millions de chômeurs en France !

Le système des retraites par répartition (et de la sécurité sociale) est une conquête arrachée par les travailleurs comme sous-produit de la vague révolutionnaire de l'après-guerre en France. Ce n'est pas autre chose qu'une partie de notre salaire, qui est différé (ou socia-

lisé, versé dans un pot commun à tous).

Détournement d'une fraction du salaire

Il nous faut donc réaffirmer haut et clair que le financement des retraites par les cotisations sociales adossées directement aux salaires est le cœur de l'acquis à défendre. La solution « au déficit » des caisses complémentaires ne passe que par l'augmentation générale des salaires, des minima sociaux, des effectifs, par une loi interdisant les licenciements et par la mise en place de l'échelle mobile des heures de travail. Par l'arrêt des exonérations en faveur des " entreprises " qui ne sont pas autre chose qu'un détournement d'une fraction du salaire de chaque travailleur.

Cet accord doit être annulé et les réformes Balladur-Fillon-Ayrault doivent être abrogées : pour un retour aux 37,5 annuités pour tous avec 75% du salaire " actif " et 60 ans comme âge de départ à la retraite !

Unité syndicale CGT-FO-FSU-SUD pour l'annulation pure et simple de cet accord scélérat, par la grève et la manifestation !

**Julie Charmoillaux
le 3 novembre 2015**

¹ Rapport entre la pension nette au moment du départ à la retraite et le dernier salaire net.

² L'ARRCO (Association pour le régime de retraite complémentaire des salariés) et l'AGIRC (Association générale des institutions de retraite des cadres) sont des fédérations qui organisent, réglementent et contrôlent le fonctionnement des institutions de retraite complémentaire

³ <http://www.mediapart.fr/journal/economie/201015/en-avant-vers-la-retraite-67-ans?>

⁴ Enquête annuelle de la direction de la recherche du ministère de la santé (la Drees). A consulter sur le site de Médiapart : <http://www.mediapart.fr/files/retraite-edition-2015.pdf>

Pedro Carrasquedo, membre fondateur de La Commune, nous a quittés...

« J'appelle mes amis et camarades à poursuivre le combat, engagé par certains d'entre eux depuis près de 50 années à mes côtés. Je les appelle à lutter pour la continuité du trotskysme et donc de la IV^e Internationale qui reste à construire. J'appelle mes amis et camarades à poursuivre le combat contre le stalinisme et son poison au sein du mouvement ouvrier, cristallisé en particulier par ses rejetons bâtards que sont le pablisme et autres liquidateurs. Social-démocratie, stalinisme et leurs satellites seront balayés par la classe ouvrière. C'est une certitude. J'appelle mes camarades à la continuité de la loyauté envers notre Internationale, le MST d'Argentine. Je salue mes amis et camarades qui sont et seront, je le sais, fidèles jusqu'au bout à nos principes. »

Testament olographe de Pedro Carrasquedo, 16 septembre 2014.

Le 27 octobre à 6 heures du matin, Pedro s'est éteint, emporté par la maladie contre laquelle il a lutté pendant quatre ans. Quatre années pendant lesquelles il n'a cessé de mener le combat engagé depuis le lycée pour l'émancipation de la classe ouvrière et la construction du Parti. Il a été incinéré, le 30 octobre à Dax, en présence de ses fils, de sa compagne, de sa sœur, de ses amis, de ses camarades, tous présents pour lui rendre hommage. Une cérémonie du souvenir a été organisée le 3 novembre, aux Archives nationales.

Jean-Paul Cros, le 4 novembre 2015.

**Alejandro Bodart et Sergio Garcia
pour la Direction Nationale
du MST d'Argentine**



Chers camarades de La Commune, Nous avons reçu l'inattendue et triste nouvelle du décès du camarade Pedro. Nul doute, qu'il s'agit d'une mauvaise nouvelle pour les révolutionnaires en général et plus particulièrement pour notre courant dont Pedro était l'un de ses constructeurs les plus tenaces.

La perte irréparable d'un cadre dirigeant comme lui, avec ses qualités militantes et humaines, est particulièrement douloureuse. Mais, comme l'indique notre tradition, nous allons recueillir ses contributions, son expérience accumulée pendant des années dans le mouvement ouvrier, au niveau syndical en tant que membre du Bureau national de la CGT Culture et, surtout, de dizaines d'années de diverses expériences politiques dans l'un des centres du trotskysme international.

De près ou de loin, avec Pedro nous avons partagé la tâche clé et passionnante de développer un courant internationaliste : luttes politiques, voyages,



réunions, congrès et tant d'autres événements. En dépit de toutes les difficultés, nous avons toujours vu en Pedro un militant révolutionnaire enthousiaste. Aujourd'hui nous gardons dans notre mémoire sa participation, il y a quelques mois, avec Wladimir, au 9^e congrès du MST argentin, que Pedro considérait comme son organisation sœur.

Sa mort est un coup dur pour La Commune et pour notre défi commun, celui de construire une direction internationale. C'est pour cela que dans ce moment difficile nous voulons vous dire que vous pouvez compter sur nous pour tout ce dont vous aurez besoin. La tâche à laquelle Pedro s'est consacré toute sa vie, doit se poursuivre avec la même conviction et le même effort collectif.

Au nom des dirigeants et des militants du MST-Nouvelle Gauche nous vous transmettons une très grande accolade

pour tous les camarades de La Commune, les parents et amis de Pedro. Camarade Pedro Carrasquedo, vers le socialisme toujours !

~~~~~

**Ricardo Napuri,  
homme politique péruvien d'origine  
argentine, l'un des derniers  
secrétaires de Che Guevara**

L'annonce du décès de Pedro m'a profondément attristé. Il fut un camarade et un ami dès les premiers jours de mon exil en France. Je me suis toujours rémemoré ces moments avec émotion. J'adresse toutes mes condoléances à sa famille et à ses camarades de lutte. Salutations fraternelles,

~~~~~

**Laurent Mauduit,
journaliste,
co-fondateur de Mediapart**

Comme pour tous ses amis, le décès Pedro Carrasquedo m'a ému et bouleversé. Pour une double raison, dont je voudrais ici témoigner. Une première raison qui a trait à notre passé, à notre jeunesse. Et puis, une seconde raison, qui a trait à ce que nous sommes devenus, empruntant chacun des chemins différents, mais gardant, contrairement à d'autres, les mêmes valeurs chevillées

au cœur. De Pedro, je garde d'abord un premier souvenir, très fort, celui de nos jeunesses communes, à l'époque où nous étions l'un et l'autre, avec tant d'autres camarades, militants de l'Organisation communiste internationaliste. Sans doute étions-nous candides ou naïfs à l'époque – bien que nous ne pensions pas l'être ; sans doute avons-nous tardé à mesurer le sectarisme qui gagnait l'organisation dans laquelle nous nous étions engagés. Et quand nous en avons pris la mesure, sans doute était-ce trop tard – et Pedro en a payé un lourd tribut. Mais avec le recul, ce n'est pas cette naïveté partagée qui me revient à l'esprit. C'est d'abord la générosité de nos engagements collectifs. Nous rêvions de faire la révolution ; nous rêvions de changer le monde. Et dans cet espoir, nous nous dépensions sans compter. Et Pedro le premier, qui y a consacré toute sa vie.

De Pedro, je garde donc le souvenir du militant que je côtoyais en permanence dans la cour du « 87 », puisque c'est ainsi que nous dénommions le local de l'OCI. De ce militant dévoué mais aussi joyeux, qui était l'une des figures de notre mouvement.

Et puis de Pedro, je garde un second souvenir, plus proche, plus récent. Car après s'être perdu de vue pendant plus de vingt ans, nous nous sommes retrouvés l'an passé. L'un et l'autre avons chacun mené nos chemins différemment, mais nous nous sommes vraiment retrouvés, partageant sinon les mêmes convictions partisans mais assurément les mêmes valeurs.

Car c'est sans doute l'une des marques tristes de l'histoire de notre génération : beaucoup de nos anciens camarades ont sombré en chemin. Quelques-uns ont fait carrière, jetant par dessus bord, sans le moindre scrupule, les valeurs qui étaient les leurs, pour devenir de médiocres petits notables. D'autres se sont détournés plus simplement de la politique...

C'est dire le plaisir immense que j'ai eu à retrouver Pedro, l'an passé. Car s'il était resté militant, et si moi je suis devenu journaliste, nous avons eu le sentiment, je pense l'un comme l'autre, d'être restés très proches. D'évoluer toujours dans un même univers. D'être animés, chacun dans nos métiers, par la même générosité. Le même souci de la transformation sociale...

En bref, dans un monde qui a tellement

évolué, j'ai retrouvé Pedro, comme s'il n'avait pas changé, même s'il a sûrement beaucoup appris des violences et de souffrances de la vie. Un Pedro qui avait fait un très long chemin, qu'il m'a raconté, du NPA jusqu'à la Commune, mais qui est resté toute sa vie fidèle à ce qu'il était.

Fidèle aux valeurs que nous défendions ! C'est, au fond, l'image la plus forte que je garde de Pedro Carrasquedo, notre ami, notre camarade. Pedro qui a traversé toute sa vie la tête haute et auquel je veux, pour cela, ici rendre hommage.

~~~~~

### **Benjamin Stora, historien**

La mort de Pedro me touche profondément.

Nous avons le même âge, et nous nous sommes connus dans l'effervescence politique du début des années 1970.

Alors jeunes militants trotskistes, très engagés ensemble dans tous les combats, contre l'impérialisme qui sévissait au Vietnam ; contre le capitalisme, qui ne voulait qu'augmenter ses taux de profits, au détriment du plus grand nombre ; contre la bureaucratie stalinienne qui pourchassait les femmes et les hommes libres à l'Est de l'Europe... Et aussi, bien sûr, et surtout pour Pedro, contre le régime franquiste qui entendait briser le droit des peuples à disposer de leur sort. Révolutionnaire communiste, républicain, basque, Pedro était énergique, courageux, y compris sur le plan physique, contre tous ceux qui voulaient entraver la marche de l'histoire, pour la civilisation, contre la barbarie.

Nous avons accédé ensemble aux mêmes responsabilités à l'OCI, permanents, puis membres du Comité central. Et puis nos routes ont divergé à la fin des années 1980. Mais pendant près de vingt ans, près de lui, j'ai pu observer ses talents d'organisateur, son sens de la formule, son humour, ses fidélités en amitiés.

J'ai revu Pedro dans les moments les plus sombres de sa vie, pour sa famille et lui-même au cours des années 1990. J'ai immédiatement pris position en sa

faveur au moment de son arrestation. Il ne l'oubliera jamais. Puis, nous nous sommes parlés, lus, tout au long des années 2000, au moment de l'existence du journal La Commune.

Il n'évoquait que rarement sa terrible maladie, me disait poursuivre ses combats ; et dans sa dernière lettre, au début de l'été, me parlait de son « indéfectible amitié ».

Au revoir Pedro, homme courageux, de principe, d'espérance.

~~~~~

Jacques Kirsner, cinéaste producteur

Chers amis et camarades, Pedro était un lutteur. Pedro était un ami. Je me souviens lorsqu'il était inculpé et que j'étais venu témoigner à son procès il ne pouvait s'empêcher de discuter avec moi des prochaines échéances politiques sans même attendre le verdict.

Orateur, journaliste, évidemment dirigeant syndical, Pedro s'était reconstruit après les années terribles comme permanent de l'OCI. Quand il venait à Paris, nous déjeunions ensemble. Je l'interrogeais sur sa maladie, il était lucide mais déterminé. La lutte politique était je crois son meilleur médicament. Nous avions des désaccords mais les militants sincères ont la plupart du temps des nuances ou des différends. C'est la nature même du débat démocratique.

Pedro m'avait fait part de la volonté de la « Commune » de participer à la discussion sur la crise de l'OCI et de publier ses points de vue sur le site du Club La Bastille. Évidemment nous tiendrons cet engagement.

Pedro était un ami, un combattant. Hommage à lui.

Amitiés à tous.

~~~~~

### **Denis Langlois, avocat**

Quelle tristesse ! Que de luttes menées ensemble pour le Pays Basque et la Révolution ! Tout cela restera inscrit en nous.

Fraternellement.

~~~~~

Parmi les nombreux messages de condoléances reçus, citons ceux de Jorge Estrella (Equateur), Pedro Fuentes (Brésil), Gustavo Reynoso (Argentine), Jean-Marc Canon (secrétaire général de l'UGFF-CGT), Valérie Renault (CGT-Culture), les responsables des syndicats CGT-Culture (Archives, Musées, Monuments Historiques, Archéologie, Bibliothèques...), Jacques Cotta, Antonio Guzman, Jacky Kergoat, Roger Le Marc, Alexis Corbière.

Vous pourrez également retrouver l'intégralité du mot d'adieu de ses camarades du château de Pau sur notre site <http://www.lacommune.org>

Pedro Carrasquedo (1951-2015)

Premiers points de repères biographiques

« La vie d'un homme est la somme de ce qu'il a fait » a écrit un jour le romancier Dashiell Hammett. Et, dans le cas de Pedro Carrasquedo, quand la vie s'en va, cette « somme » devient une œuvre. Une œuvre humaine, militante, chaleureuse et politique. Un œuvre pleine de vie, de fraternité ouvrière dont « la somme » ne saurait être restituée en un seul article. Pedro, qui aimait à rappeler ces mots de Marx « les individus ne sont pas tels qu'ils se représentent eux-mêmes, mais tels qu'ils agissent en réalité ».

Pedro, dans tous les combats qu'il a livrés, était toujours tendu vers le but fixé. Rien de ce qui était humain ne lui était indifférent, ses centres d'intérêt et ses préoccupations étaient multiples et vastes, tout comme l'étendue de ses connaissances. Tour à tour attachant, entraînant, drôle, tranchant et pédagogue, ouvert et intransigeant, Pedro était un « battant », un soldat de la Quatrième Internationale.



A la tribune du MPPT

Révoltes

Refusant l'exploitation, l'oppression et la misère (son père est électricien, sa mère couturière), Pedro s'engage jeune : à 14 ans, il fait ses griffes militantes chez les anarchistes à l'égard desquels il conservera un grand respect toute sa vie, en mémoire du combattant anarchiste espagnol Buena-ventura Durruti. Élève au lycée Voltaire, à moins de 17 ans, Pedro participe activement à la grève générale de mai 1968. Il sera d'ailleurs le dernier Secrétaire du cercle de la Fédération des Étudiants Révolutionnaires (FER) du Lycée Voltaire. En 1969, le bac en poche, Pedro entre à l'Université Paris IV-Sorbonne et intègre l'Institut Hispanique où il s'inscrit en licence, puis en maîtrise.



29^e congrès du PCI, 1984

« Naturellement », Pedro milite au sein du syndicat étudiant UNEF ... il est devenu trotskyste, militant de l'OCI qui restera, sous ses diverses appellations, son parti... Jusqu'au jour de son exclusion, en 1992, pour avoir « rompu le centralisme démocratique... de bonne foi (!!!) ».

Un combat internationaliste conséquent

En 1974, sollicité par son parti, l'Organisation communiste internationaliste (OCI), Pedro interrompt ses études pour devenir permanent au siège national. Il y occupera des responsabilités politiques de premier plan (entre autres, membre du comité central ; responsable d'activités internationalistes Amérique latine/Catalogne/Pays basque ; responsable de régions ; journaliste pour Informations ouvrières) jusqu'en 1992. On lui doit la création du Comité National de Défense des Droits Démocratiques des Travailleurs Immigrés (CNDDTI), une des rares organisations en France, ces années-là, à dénoncer et à combattre les camps de rétention administrative des sans-papiers (camps créés par la loi dite "Mitterrand-Defferre-Le Pors" du 29 octobre 1981), luttant ainsi pour la régularisation de tous les sans-papiers et contre

le racisme. Le comité de parrainage du CNDDTI comprend alors, entre autres : Maître Yves Dechezelles, avocat au Barreau de Paris, Jean Rouch, cinéaste et ethnologue, Michel Leiris, écrivain et ethnologue, Pierre Broué, historien, Jacqueline Lamba, artiste-peintre, compagne d'André Breton, Daniel Guérin, écrivain, Denis Langlois, avocat et écrivain, Félix Guattari, philosophe, Alex Métayer, comédien, Gérard Bloch, mathématicien, Barbe, dessinateur. Pedro est également en charge de la

question nationale basque et des rapports du PCI avec Herri Batasuna (Union populaire en euskara), une organisation politique active en Espagne, dans les communautés autonomes du Pays basque et de Navarre, entre 1978 et 2000, ayant comme objectif la fondation d'un grand État basque (Euskal Herria), indépendant et socialiste.

Exclusion et... Arrestation

Le 10 mai 1992, Pedro ainsi que trois autres membres du Comité central du PCI : Jean-Paul Cros, (trotskyste depuis 1964 et directeur d'école qui sera en 2000 le leader de la grande grève totale



Aux côtés d'Alejandro Bodart (MST)

Pedro Carrasquedo (1951-2015)

et victorieuse des instituteurs du Gard et de l'Hérault pour des emplois, qui dura deux mois), Antonio Guzman, responsable de l'appareil technique et Alexis Corbière, responsable du travail jeunes. 120 militants se solidariseront des exclus et se joindront à eux pour créer le Groupe « La Commune », d'abord en tant que fraction publique du PCI, puis en tant qu'organisation indépendante (association à caractère politique déclarée) avec son journal mensuel La Commune et ses statuts. La raison véritable de cette exclusion résidait en réalité dans « des désaccords politiques profonds sur le devenir du parti, ses méthodes de construction et le refus de la création d'un « Parti des travailleurs » autoproclamé, simple projection du PCI sous une autre étiquette au lieu d'être un authentique point de départ pour un parti ouvrier de masse. » comme Pedro l'a expliqué lui-même. Sur le plan internatio-



Au dernier congrès du MST (2014)

nal, La Commune rejoignit les Morénistes argentins, dont les continuateurs sont aujourd'hui le Movimiento socialista de los trabajadores (MST). Ce regroupement englobe également d'autres courants et organisations en Amérique latine et en Europe, en particulier au Venezuela et au Brésil, mais aussi en Biélorussie et en Espagne.

Ce même jour, le 10 mai 1992, Pedro Carrasquedo et sa compagne seront arrêtés pour avoir hébergé des militants indépendantistes basques. À l'issue d'une garde à vue de quatre jours, Pedro Carrasquedo sera inculpé pour « association de malfaiteurs à titre principal ou connexe ». Lambert publie le soir même dans Le Monde un communiqué indiquant que Pedro ne fait plus partie du PCI. Le PCI ne prendra jamais position pour la levée de son inculpation. En revanche, Lambert fera donner ses « gros bras » contre les militants de La Commune, leur portant coups et blessures.

Une campagne internationale pour la levée de son inculpation et de celle de ses co-inculpés se développa alors. La pétition internationale recueillit des milliers de signatures, parmi lesquelles celles de Gilles Perrault, Claude Bourdet, Théodore Monod, Yves Dechezelles, Pierre Broué, Benjamin Stora, Alain Krivine, Maurice Rajsfus, Michel Lequenne, Jean Ziegler, Ignacio da Silva, dit « Lula » etc. Il sera relaxé à l'issue du procès qui se tiendra en 1995.

Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville

Habitant d'Alfortville, Pedro va créer dans cette commune ouvrière et populaire une organisation originale : le Comité Chômeurs-Salariés d'Alfortville, dont l'axe sera la question du logement. Ce comité, le CCSA, mènera des actions exemplaires et payantes : réquisitions collectives de logements au grand jour, envahissements de la mairie. Le CCSA sera représenté au conseil municipal de cette ville tenue par le PS, avec des scores de 7 à 8% (et des « pointes » à 15 et 17% dans les cités), de 1995 à 2008. Le bilan est : 300 familles logées sous « un toit, un bail en HLM » grâce à l'intervention du CCSA qui, vingt ans après sa création, poursuit son activité.

Un combat syndicaliste exemplaire

Dans le même temps, Pedro intègre le ministère de la Culture en 1993, en tant que secrétaire de documentation-archiviste, aux Archives départementales de Seine-et-Marne (77). En 1994, Pedro rejoint les Archives nationales de Paris et se syndique à la CGT-Archives. Ainsi, en avril 1995 il va diriger la plus importante grève que les Archives nationales avaient jamais connue. Avec un taux de grévistes de 70 % et après deux semaines d'une grève sans précédent, la victoire est totale : plus de 60 créations de postes de fonctionnaires sont arrachées. Pedro intègre alors les instances de direction de la CGT-Culture (Commission Exécutive et Bureau National) au cours de son 4e Congrès, réuni au mois de juin 1995. En novembre-décembre de la même année Pedro di-



Congrès de fondation La Commune - pour un parti des travailleurs (février 2015)

rige la grève générale de novembre-décembre 1995 aux Archives contre le « Plan Juppé », la contre-réforme des retraites et l'étatisation de la Sécurité-sociale.

Il deviendra ensuite archiviste-bibliothécaire au musée national du château de Pau (Pyrénées atlantiques) et délégué du personnel (des chargés d'études documentaires) au ministère de la Culture.

La Commune – pour un parti des travailleurs

En 2009, à la veille de la fondation du Nouveau Parti anticapitaliste, (NPA), l'organisation La Commune se dissout et intègre le NPA où elle devient simple courant. Le NPA regroupe alors 9000 membres. 5 ans après, à peine un millier. Suite à des désaccords majeurs avec la direction du NPA (notamment devant son « opportunisme » et sa « prostration devant le Front de Gauche »), les membres du courant La Commune s'en séparent en juin 2014 et reconstituent l'organisation La Commune-pour un parti des travailleurs.

Voilà ainsi retracée la trame non dégrossie du « parcours du militant », de Pedro Carrasquedo, authentique et valeureux dirigeant ouvrier. À présent, Pedro va devenir une grande figure, haute en couleur, du mouvement ouvrier révolutionnaire de notre temps. Son histoire nous est précieuse, elle sera, à n'en pas manquer, une référence bien vivante pour la génération qui vient à la lutte des classes. Il nous appartient maintenant de la restituer dans toute sa plénitude.

Daniel Petri

Crise au POI

Gluckstein plus à gauche ? A d'autres !

« L'un se dédouble en deux » aimait à dire Mao, avec un sens inné du pléonasme. Notez bien, ce n'est pas ce qu'il a dit de pire. Cela vaut pour les microbes quand on les place dans une boîte de Petri : au bout d'une minute, le microbe se dédouble. Et cela vaut aussi pour le CCI-POI, mais, là, cela prend plus d'une minute. En effet, nous avons beau chercher, il n'existe pas de base politique sérieuse à cette scission. Ou alors, cette base réside, non pas dans les divergences affichées, mais dans la tendance à l'implosion et à la dislocation de tous les partis politiques.

Nous n'irons pas chercher les soubassements théoriques de cette scission longue. Il y aurait d'un côté ceux qui veulent construire « l'appareil politique de la lutte » et de l'autre ceux qui voudraient mettre en avant le « Parti ». Comme si ces deux catégories étaient opposables !

Nous l'avons écrit : le POI n'est pas un parti institutionnel mais, il a un « fil à la patte ». Il n'est pas un « parti » au sens où il n'a pas un caractère de masse et il



Daniel Gluckstein dit "Seldjouk"

n'est pas indépendant puisque sa direction « restante » est inféodée à la bureaucratie syndicale. Mais que dire de son autre direction, celle que mène Daniel Gluckstein dit Seldjouk ? Gluckstein semble (assez soudainement, d'ailleurs) plus à gauche et plus indépendant que son rival Lacaze. Mais ce n'est pas parce que l'on peint des rayures sur le corps d'un âne qu'il devient un zèbre. Disons le plus carrément : la rivalité Lacaze versus Seldjouk relève du bon vieux western où « l'un de nous deux est de trop dans cette ville ».

“Compléments de retraites” entre autres moeurs

Ce n'est pas l'exclusion d'une tendance qui a fracturé le POI mais, à l'inverse, le « dédoublement » de l'appareil qui provoque cette exclusion. Exclusion parfaitement bureaucratique et contraire aux principes de la Quatrième, comme toutes celles qui l'ont précédé sous la conduite de... Gluckstein. Nous avons, par

exemple, appris avec stupéfaction, qu'une ancienne permanente du clan Seldjouk, touchait sous le manteau un « complément de retraite » de 1 150 euros ! De la part de ces gens qui s'érigent en défenseurs de la Sécurité et du salaire différé, il y a de quoi vomir. Et, cette « vétérane » ose encore réclamer ce « complément » qui portait ses revenus mensuels à 2000 euros au clan Lacaze ? Elle qui a voté à tour de bras des exclusions de militants et permanents honnêtes, de soldats de la quatrième Internationale, comme Pedro Carrasquedo !!! Ces mœurs cela ne sont pas celles du mouvement ouvrier, elles portent le sceau de l'infamie stalinienne pure et simple ! Ces mœurs ont été partagées entre les deux pôles de l'appareil lambertiste.

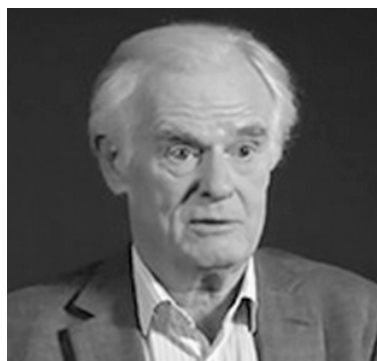
Faux débats et vraies combines

Voilà pourquoi nous n'irons pas chercher les soubassements théoriques de cette scission longue. Au demeurant, Gluckstein a scellé l'alliance du POI avec Brard, aux municipales à Montreuil.



Jean-Pierre Brard

Brard, stalinien connu pour ses menées anti-roms. Et, il est lié à l'alliance électorale POI/PG dans le Finistère. A l'évidence, le “lambertisme” ne peut pas sur-



Jean-Jacques Marie

vivre car la situation politique ne laisse aucune place à des « appareillons » qui croient « rompre l'isolement » en cherchant des alliances ; les uns, avec les directions syndicales traîtres CGT et FO et les autres, avec tout ou partie du front de gauche. L'article du « seldjoukide » (bien que grand historien)

Jean-Jacques Marie, accusant les Lacaziens de montrer du doigt la gauche radicale pour couvrir les directions syndicales donne un aperçu, il est vrai elliptique, de la vraie « nuance »... A chacun sa mangeoire !

Lumpen-bureaucratie

Nous comprenons, bien entendu, le désarroi de nombreux militants, traités comme une masse de manœuvre dans le partage de la dépouille du « lambertisme ». Encore une fois, ce courant ne peut pas survivre à Lambert, arbitrant en vil « Bonaparte » entre les clans de cette « lumpen-bureaucratie » cristallisée à la tête d'une organisation qui a tourné le dos aux masses à la faveur de ses combines d'appareil. Le dire aussi crûment aux militants du POI qui veulent réfléchir est sans doute brutal mais il est temps de rompre avec les circonlocutions, circonvolutions, subtilités ésotériques de pure forme avec lesquelles les chefs « lambertistes » chloroforment les militants. En effet, le moment présent de la situation exige la plus grande transparence, pour agir et pour construire un authentique parti des travailleurs au service des travailleurs, dans la lutte des classes, pour la lutte des classes, par la lutte des classes.

Daniel Petri,
le 31 octobre 2015

Réfugiés

Ni quotas, ni barbelés : accueil de tous les réfugiés

Des réfugiés par milliers fuient les théâtres de guerre, de misère et de faim. Les auteurs de ces guerres se retrouvent pris à leur propre piège. Ils ont laissé ces malheureux mourir en Méditerranée, mais suite aux images choc qui ont bouleversé la population européenne, ils tentent d'éviter l'explosion. Entre les tenants de la fermeté la plus abjecte et ceux qui se voudraient plus « modérés », les réfugiés sont pris en otage, devenus les pions d'un jeu douteux.

Depuis de longues années, les États se vantent de contrôler d'une main de fer leur immigration d'un côté, tout en se félicitant d'accueillir une main d'œuvre bon marché de l'autre. Aujourd'hui, l'ordre mondial craque de toute part sous une tension extrême, provoquant des mouvements massifs de réfugiés.

L'Europe construit ses murs

Chaque État va chercher à refiler à l'État voisin la « part » de réfugiés qu'il ne veut pas « gérer ». Ceux qui voient « débarquer » le plus de réfugiés ont le choix : soit appeler à ce que chacun puisse assumer « son vrai contingent de réfugiés », soit rendre hermétiques ses propres frontières.

Le gouvernement hongrois a choisi la deuxième solution, rien d'étonnant quand on connaît le caractère xénophobe de Viktor Orban.

L'Italie, en première ligne dans l'accueil des réfugiés (avec la France en voisine qui bloque sa frontière à Vintimille), défend l'autre solution en demandant un plus juste partage. Après maintes tergiversations, les grands démocrates européens ont décidé de mettre en place des



Viktor Orban

quotas imposant à chaque État de recevoir sa part de réfugiés. Angela Merkel, qui réclamait une répartition par pays au prorata de sa richesse et de son nombre d'habitants, finit donc par obtenir gain de cause malgré une France hostile dans un premier temps.



Les « solutions » reviennent finalement au même : les réfugiés deviennent otages des États et des capitalistes.

FN et LR aboient ...

Sur fond de campagne électorale, les partis de droite et d'extrême-droite font de la surenchère sur le dos des réfugiés.

De la part du Front National, chantre de la xénophobie, rien de surprenant. « Les Républicains » semblent plus confus... Les uns dénoncent tout bonnement l'arrivée des réfugiés, quand les autres, dans leur grande bonté, veulent bien en recevoir mais pas trop quand même.

Les premiers invoquent nos racines religieuses et se disent éventuellement prêts à accueillir les chrétiens d'Orient. Petit problème : comment faire le tri ? Faudra-t-il en revenir aux méthodes « d'antan » quand on demandait aux suspects de baisser leurs pantalons ?

Les seconds ont appelé leurs adhérents à se prononcer. Plus démocratique en effet... Bilan : les 53000 votants sont de fait pour une expulsion en douceur, en supprimant le droit du sol, en supprimant les avantages sociaux pour les réfugiés, en proposant un « Schengen 2 » qui permettrait de remettre en place les frontières (cheval de bataille de Sarkozy), etc. Pas simple, la rivalité avec le cousin FN.

Pour ce qui est du gouvernement « de gauche », il suffit de lire le contenu de l'intervention de Valls, devant le public clairsemé de l'Assemblée Nationale, du 16 septembre. Le premier ministre « de gauche » – puisqu'il vous le dit ! – a tenté de démontrer que le gouvernement ne

pouvait être soupçonné de laxisme face aux flux de réfugiés. Il a, tout au long de son discours, insisté sur les mesures du contrôle de l'immigration.

...Hollande, Valls et Cazeneuve s'occupent des rafles

Il a réaffirmé que la France n'accueillerait que 24 000 réfugiés en deux ans (soit 252 en moyenne par département et moins d'un réfugié par commune) et jamais plus de 30 000, annoncé la création de 900 postes au sein de la police de l'air et des frontières (PAF) et l'envoi de renforts policiers à Calais. Calais où la PAF a ordre de procéder à des rafles parmi les réfugiés « en transit » : « Lors de sa visite à Calais, le ministre de l'intérieur a promis des « tentes chauffées » aux exilés vivant dans le bidonville. Depuis, les placements en rétention se multiplient. Des familles sont séparées car les migrants interpellés sont envoyés aux quatre coins du pays » peut-on lire sur Mediapart¹.

A bas l'espace Schengen, liberté de circulation et d'installation, respect intégral de la convention de Genève sur le droit d'asile ! A bas les « quotas » !

**Francis Charpentier,
le 02-11-2015**

¹ L'Etat français enferme les migrants en transit à Calais par centaines - Carine Fou-teau - 01-11-2015

Palestine

Vive le soulèvement de la jeunesse palestinienne !

Depuis plusieurs semaines, la résistance du peuple palestinien prend la forme d'un soulèvement spontané de la jeunesse en réaction aux exactions des colons et au déchaînement de la répression sous une forme toujours plus barbare. La volonté d'humilier et de liquider ce peuple qui n'accepte pas l'occupation de son territoire historique, ne connaît aucune limite dans l'horreur. Et pourtant, l'Etat sioniste, raciste et oppresseur ne parvient pas à mater la résistance de ce peuple, véritable héros collectif. Cet Etat tire sa force de l'impérialisme mondial dont il est l'instrument.

Pourtant, à en croire Meyer Habib – député UDI des Français de l'étranger, ancien militant actif du Bétar –, « *Tsahal est l'armée la plus morale du monde* ». Hollande et Valls, complices des massacres de Gaza en juillet-août 2014 (plus de 2000 morts, une ville détruite, gisant dans un blocus immonde) ne peuvent qu'applaudir le sieur Habib.



Meyer Habib et son ami B. Netanyahu

« Tsahal est l'armée la plus morale du monde »

La morale de Tsahal, la voici : le ministère de la Santé palestinien annonce que depuis le début du mois d'octobre, 47 Palestiniens (33 en Cisjordanie et à Jérusalem et 14 à Gaza) dont 10 enfants (8 en Cisjordanie et 2 à Gaza) sont tombés sous les balles de l'armée sioniste ou des colons. Un prisonnier est mort dans sa cellule faute de soins. De plus nous apprenons que 600 Palestiniens ont été blessés par des tirs à balles réelles, 770 par des tirs de balles d'acier recouvertes de caoutchouc. 160 Palestiniens ont été agressés par des colons. A ce triste énoncé, il faut rajouter les 136 attaques contre les équipes médicales, blessant 165 soignants. Enfin 32 ambulances transportant des blessés ont été arrêtées



par des soldats de l'armée israélienne. Lourde tribut que paye le peuple palestinien, victime de l'oppression et de l'occupation sioniste.

« Les Palestiniens se battent pour leurs vies »

La meilleure réponse à ceux qui vantent la « morale » selon Tsahal est celle qu'apporte la journaliste israélienne Amira Hass, dans une tribune du journal Haaretz: « *Les Palestiniens se battent pour leurs vies, alors qu'Israël se bat pour l'occupation* ». Elle poursuit : « *Les jeunes Palestiniens ne se mettent pas à assassiner des juifs parce qu'ils sont juifs, mais parce que nous sommes leurs occupants, leurs tortionnaires, leurs géologues, les voleurs de leur terre et de leur eau, les démolisseurs de leurs maisons, ceux qui les ont exilés, qui bloquent leur horizon. Les jeunes Palestiniens, vengeurs et désespérés sont prêts à donner leur vie et à causer à leur famille une énorme douleur, parce que l'ennemi auquel ils font face leur prouve chaque jour que sa cruauté n'a pas de limites.* »

La jeunesse palestinienne dans la rue

La jeunesse est descendue dans la rue sans qu'aucune organisation politique n'ait appelé à cette nouvelle révolte. C'est l'insupportable politique d'apartheid qui alimente ce mouvement, au sein même des « frontières » d'Israël : manifestations massives à Haïfa et Nazareth en soutien à la Cisjordanie et à Gaza. Sur les lieux de rassemblements ou d'affrontements flottent les drapeaux d'organisations diverses, mais ces dernières n'orchestrent aucun mouvement. Seule la jeunesse est partie prenante via ses propres réseaux et seule elle organise les mobilisations sans en référer aux directions traditionnelles. Pour preuve, l'appel à la « journée de colère » lancé par les organisations palestiniennes n'a pas mobilisé plus de manifestants que

les jours précédents. Il s'agit pour cette jeunesse de répondre à l'idéologie raciste impulsée par le gouvernement sioniste chez les colons et l'armée. Comme cet acte criminel du 18 octobre à Bershava, où un Erythréen israélien a été blessé par balle puis lynché à mort par la foule hystérique. Il s'agit pour cette jeunesse de combattre la colonisation forcée et les violences des colons.

« Ne pas donner à penser »

Les médias à la botte de l'impérialisme taisent les violences qui sont infligées au peuple palestinien par l'Etat sioniste. Dans les pages du *Nouvel Observateur*, Michèle Sibony, journaliste et vice-présidente de l'UJFP (Union Juive Française pour la Paix), expliquait cette méthode médiatique parce qu' « *il s'agit bien d'une méthode, déjà éprouvée avec la crise syrienne à ses débuts –, ne pas donner à penser, c'est jouer la carte du dominant.* »



Michèle Sibony

Ce « dominant » doit laisser la place au seul garant de la paix :

un Etat palestinien unique, laïque, démocratique et multiculturel, dans les frontières historiques de la Palestine. Cela commence par :

- le droit au retour sans condition sur leur terre pour tous les palestiniens,
- la libération, sans exception, de tous les emprisonnés palestiniens,
- le démantèlement de toutes les colonies,
- le retrait total des troupes d'occupation.

Et donc : une seule nation palestinienne sur tout le territoire palestinien (avant la partition de 1947), une seule république, avec ses composantes juive et arabes, à égalité de droit.

Telles sont les conditions d'une paix juste et durable.

**Francis Charpentier
Le 29 octobre 2015**

Venezuela

Chavez ou Tsipras ?

Dans quel miroir le gouvernement vénézuélien doit-il se regarder ? Le 6 décembre 2015 auront lieu les élections pour le renouvellement de l'Assemblée nationale. 167 députés seront élus pour cinq ans, Nicolas Maduro, le Président qui a succédé à Hugo Chavez, voit sa majorité de 99 sièges remise en question. Le processus bolivarien est à la croisée des chemins, quelle voie choisir ?

L'arrivée au pouvoir d'Alexis Tsipras en janvier de cette année a déclenché une vague d'illusions chez les peuples d'Europe frappés par l'austérité et plus encore, en Amérique latine où nous avons cru avec enthousiasme à la possibilité d'une nouvelle impulsion, provenant du sud du vieux continent, au processus de transformation dans lequel nous sommes engagés depuis le début du XXI^e siècle et qui se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Il faut reconnaître que la tâche du nouveau gouvernement et de son peuple était colossale. Mais ils avaient tous les outils pour résister : l'éclatant résultat du référendum (62 % contre les mesures qui étaient proposées), une énorme sympathie des peuples au niveau international et une étude réalisée par le propre parlement grec qui démontrait que la dette du pays était illégitime, illégale et odieuse. Pourtant Tsipras déclarait à la télévision nationale « *Il n'y a pas d'autre issue* », n'écoulant pas le mandat populaire, capitulant et acceptant des mesures encore plus sévères que celles qu'il avait repoussées à la fin du mois de mai.

Tsipras, fin des illusions

Il portait un coup féroce à l'enthousiasme et aux illusions déchainées en janvier et son adaptation au « possible » rompit avec les héroïques traditions de lutte de son propre peuple. Pour cela, il a reçu les félicitations de Merkel, Hollande et de tous les « mandataires » européens qui gouvernent pour le capital financier international. Malheureusement, il fut aussi salué comme « courageux » par le gouvernement vénézuélien. Personne ne nie que l'ennemi (l'impérialisme européen) soit puissant, que les banques que ce pouvoir protège, sont impitoyables, qu'il est possible que son gouvernement soit resté relativement isolé des autres gouvernements européens, que la situation aurait été compliquée pendant un temps pour son peuple.



Nicola Maduro

Mais l'Histoire a démontré que ce peuple a toujours dressé avec orgueil le drapeau de la dignité en dépit des difficultés.

Les forces qui affrontèrent Chavez et le peuple bolivarien, à la prise du pouvoir en 1999, n'étaient pas moins puissantes ni moins hostiles. L'impérialisme nord-américain – aujourd'hui encore, en dépit de sa crise, le plus puissant du monde – et les transnationales pétrolières, à côté d'une oligarchie locale raciste et réactionnaire qui gouvernait le pays depuis 100 ans et qui résistait à la perte de ses privilèges, firent tout leur possible pour faire barrage à cette expérience : coup d'état, lock-out patronal, sabotage pétrolier...

Pour mesurer les souffrances endurées par le peuple, il suffit de dire, par exemple, que la chute du PIB entre 2002 et 2003 fut supérieure à 25%, que le PIB pétrolier fut réduit de moitié, que la fuite des capitaux en 2002 fut égale à 80% du total des recettes pétrolières brutes.

Chavez, le vrai courage

L'isolement que connut son gouvernement peut se mesurer, en énumérant qui étaient les présidents en Amérique latine à cette époque : en Bolivie le dictateur Banzer, en Colombie Pastrana, au Brésil Cardozo, en Argentine de la Rua, au Nicaragua Aleman, pour n'en citer que quelques uns, tous néolibéraux, tous laquais de Bush, tous opposés au rêve bolivarien de la grande patrie.

Cependant nous n'avons jamais entendu Chavez dire : « *Il n'y a pas d'autre possi-*

bilité » que de capituler face à l'empire, aux pétroliers et à l'oligarchie. Revenu du coup d'état grâce au soutien de son peuple, il mit fin au sabotage de l'industrie pétrolière. Sous la direction de son peuple, il lutta pour une nouvelle intégration sud-américaine, de son accession au pouvoir jusqu'à ce que, six années plus tard, en 2005 l'ALCA fut défaite, à la barbe de Bush, par les luttes des peuples latino américains. Tsipras et Chavez, deux façons différentes de faire de la politique.

Celle de Tsipras, s'adaptant aux circonstances, pour gérer la crise du capital avec la recette des puissants ; montrant le visage nouveau d'une social-démocratie moins corrompue, un réformisme qui à cette étape mondiale est invivable.

Une autre est celle de Chavez, l'homme qui affronte les difficultés, un lutteur pour les transformations sociales, un indépendantiste, anti-impérialiste et révolutionnaire.

L'Histoire les mettra à des places diamétralement opposées. Tsipras, bien que sans cravate, se retrouvera avec les soutiens au système capitaliste, Chavez, lui, sera avec les rebelles.

Dans quel miroir ?

En ces temps de crise aiguë, d'instabilité politique et d'incertitude que traverse le Processus Bolivarien, le président Nicolas Maduro et son gouvernement ont devant eux ces deux miroirs. Il n'y a pas de place pour des hésitations. Ils doivent choisir entre le « courageux » Tsipras ou notre Chavez, le révolutionnaire.

Nous, qui rejetons la logique politique qui conduit au prétendu possible, nous suivons Chavez citant Bolivar : « *Bien que la nature s'y oppose, nous lutterons contre eux (les colonialistes et leurs alliés) et nous ferons en sorte qu'ils nous obéissent* ».

**Carlos Carcione (Marea Socialista)
Traduction de Paul Dumas,
le 23 octobre 2015**

Argentine

Premier tour des présidentielles

Les élections sont passées et nous pouvons en tirer quelques enseignements. De notre point de vue, le plus important concerne la gauche elle-même. Que devons-nous faire avec elle pour le présent, et pour l'avenir qui nous attend ?

Les élections de dimanche ont confirmé la débâcle du centre gauche, redescendu à la cinquième place. Le candidat du FIT (Front de gauche et des travailleurs), seul représentant de la gauche, arrive à la quatrième place avec des résultats similaires aux primaires du mois d'août (3,1 %) et aux élections générales d'octobre (3,2 %).

Le FIT a obtenu un seul siège de député national mais aucun dans les provinces, appelées à voter ce dimanche¹.

Ce fait soulève deux questions. Tout d'abord, une frange de la base sociale des travailleurs et des jeunes a résisté à la pression du vote utile en maintenant son vote à gauche, ce qui est positif. Quand, bien que critique à l'égard du FIT, nous avons décidé d'appeler à voter pour lui, nous l'avons fait consciemment pour rester solidaires avec les travailleurs et les jeunes qui feraient ce choix.

Mais nous nous rendons compte que nous ne pouvions pas aider les électeurs de gauche en appelant simplement à voter pour le FIT.

En ce sens, nous avons nous aussi voté à gauche en donnant nos voix au FIT, mais tout en maintenant notre position. La portée de ces voix est restée cependant très limitée. L'objectif qui consistait à progresser entre les primaires et les élections générales a échoué alors que les conditions existaient pour le faire.

Ensuite, nous estimons que le FIT n'a pas agi pour apparaître, dans ces élections, comme une réelle alternative pour des millions de personnes.

Pour 97 % de la population, il ressort de manière évidente, comme nous le supposions avant les élections, que le FIT ne représentait pas une réelle option pour combattre.

La force du vote utile et le rôle des grands médias ne peuvent à eux seuls expliquer les résultats. Il convient de se poser la question de savoir ce qu'a fait le FIT pour se présenter comme l'opposition réelle au régime. À notre avis, il n'a pas fait le nécessaire. Ce qui explique que les travailleurs et de nombreux électeurs de gauche ne se sont pas reconnus dans les propositions du FIT. C'est aussi la raison pour laquelle le FIT a stagné entre les primaires et les élections générales.



Daniel Scioli

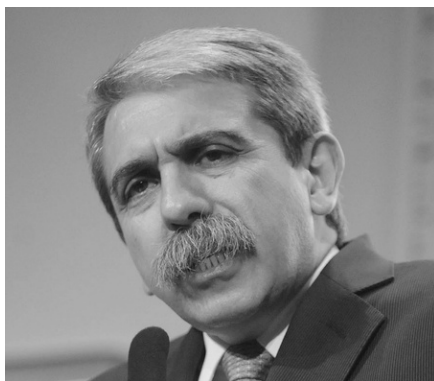


Mauricio Macri

Par son auto-proclamation et l'absence de politiques globales, le FIT n'est pas apparu comme un élément de référence pour les mécontents de Scioli et d'Anibal Fernandez², ni face à la crise du FPV³ et à celle du centre gauche et de Margarita Stolbizer⁴. À cause de sa position sectaire, il n'a pas saisi l'opportunité de progresser en nombre de voix. Il n'a pas su attirer plus de personnes que les 300 000 déjà acquises aux primaires.

Entre les primaires et les élections générales, le FIT maintient son manque d'ouverture et continue son auto-proclamation.

Si nous avons des accords programmatiques avec le FIT, nous connaissons aussi des différences politiques sur la manière de créer une coalition plus large



Anibal Fernandez

de toute la gauche politique et sociale. Et bien que ce débat existe depuis longtemps, il a été révélé au grand jour entre les primaires et les élections générales. Le FIT était la seule force de gauche à franchir les primaires. Nous pensions qu'il appellerait tous les mouvements de gauche à se rassembler pour les

élections générales d'autant plus que le MST et les autres forces appelaient à voter pour lui. Au lieu de cela, le FIT a fait exactement le contraire en ignorant le reste des forces de gauche.

Convaincu de pouvoir se débrouiller par lui-même et considérant qu'il constituait une alternative à lui seul, il a refusé de lancer un appel large aux organisations et aux militants de toute la gauche pour une campagne commune contre Macri⁵ et Scioli⁶. Cet appel relevait de sa responsabilité et il ne l'a pas lancé.

Alors que beaucoup espéraient voir l'union se mettre en mouvement, le nombre de voix n'a pas augmenté entre août et octobre. C'est pour cela que nous affirmons qu'évaluer à 3% les voix de la gauche n'est pas contradictoire avec ce bilan.

Avec une politique large et offensive, conforme aux intérêts des travailleurs, la gauche aurait obtenu un bien meilleur résultat. Le FIT n'a pas eu cette politique et ne peut le cacher.

La gauche, notre projet et l'avenir

Dans quelques jours, il y aura un deuxième tour et une première occasion pour la gauche de transmettre un message commun : nous ne soutenons pas les candidats en présence. Ils représentent, tous les deux, la vieille politique qui impose toujours plus d'austérité

Argentine

pour le peuple. Nous comprenons et partageons le rejet de Macri par des millions de personnes. Mais un gouvernement avec Scioli, le fils de Menem (président de la république de 1989 à 1999, parti justicialiste-péroniste) ne serait pas différent. La gauche doit avoir une position indépendante de ceux qui s'opposent au deuxième tour et doit se préparer au combat contre l'austérité.

Nous devons ouvrir un débat large sur l'alternative de gauche à construire. Les années à venir sont importantes et nous ne pouvons pas continuer avec ce scénario de division. Certaines organisations du FIT sont plongées dans l'auto-proclamation et nient cette nécessité. Mais nous, nous ne voulons pas nier la réalité. Dans le pays, les différentes forces de gauche restent divisées. Dépasser cette situation est la principale tâche révolutionnaire à accomplir. Celui qui ne comprend pas ça conforte le régime en place. Et même les affirmations les plus gauchistes ne pourront le masquer.



Margarita Stolbizer

De notre côté, nous continuons le dialogue avec toutes les forces populaires et de gauche qui sont prêtes à suivre le chemin de l'unité : personnalités, leaders sociaux, intellectuels de gauche, représentants syndicaux, étudiants, représentants de la culture, du féminisme et des mouvements environnementaux ainsi que tous ceux qui voient la nécessité de mettre sur pied une vaste coalition de gauche. Dans ce débat, le FIT a logiquement une grande responsabilité, à lui de l'assumer ou non.

Pendant ce temps, le MST Nouvelle Gauche poursuivra son projet de faire progresser la gauche révolutionnaire

dans d'autres provinces et d'autres villes, sur de nouveaux lieux de travail, dans d'autres quartiers populaires, d'universités et d'écoles.

Nous agissons pour le renforcement de la gauche révolutionnaire dans notre pays et donnons toutes nos forces à la création d'une alternative unitaire de gauche qui manque toujours. Dans la période à venir c'est ce sur quoi nous allons nous concentrer. Nous invitons nos amis et nos sympathisants à nous rejoindre pour participer activement à cette construction commune.

**Communiqué du
MST - Nouvelle Gauche,
Buenos Aires le 27 octobre 2015.
Traduction : Alain Foulon**

1 Dimanche 25 octobre 2015

2 Ministre de l'intérieur

3 Front Péroniste, le parti de la présidente sortante Christina Kirchner

4 Leader du parti de centre gauche

5 Maire de Buenos Aires depuis 2007, conservateur- droite

6 Du parti justicialiste-péroniste au gouvernement

		Premier tour	
Inscrits		32 063 409	
Abstentions		6 842 769	21,34 %
Votants		25 220 640	78,66 %
Bulletins enregistrés		25 220 640	
Bulletins blancs ou nuls		799 799	3,17 %
Suffrages exprimés		24 420 841	96,83 %
Candidat	Parti	Suffrages	Pourcentage
Daniel Scioli	Front pour la victoire	9 002 242	36,86 %
Mauricio Macri	Coalition « Changement »	8 382 610	34,33 %
Sergio Massa	En avant le renouvellement	5 211 705	21,34 %
Nicolás del Caño	Front de gauche des travailleurs	798 031	3,27 %
Margarita Stolbizer	Front large progressiste	619 051	2,53 %
Adolfo Rodríguez Saá	Coalition « Engagement fédéral »	407 202	1,67 %

la Commune

N° 100 (nouvelle série)

N° 157 (ancienne série)

Rédacteur en chef : Paul Dumas

Comité de rédaction : Francis Charpentier, Daniel Petri, Wladimir Susanj, Pedro Carrasquedo, Paul Dumas, Rémi Duteil, Isabelle Foucher, Zdenek Zavladi, Jérôme Lefauve, Julie Charmoillaux, Txomin Ravachol, Jenofa Serbielle, Pierre-Yves Chiron, Domingo Blaya, Mustafa Diakité, Ada Degert, Garledji Makélélé, Gabriel Rodriguez, Jean-Baptiste Carrier, Mohand Kebaïli.

Directeur de publication :

Pedro Carrasquedo



Léon Trotsky

Commission paritaire en cours

Imprimerie spéciale

*
* * *

La Commune du prolétariat parisien, en 1871, n'a pas cessé de nourrir de ses leçons le mouvement ouvrier international. Karl Marx et Friedrich Engels seront amenés à corriger le Manifeste du Parti Communiste en précisant dans la préface de 1872 : « *La Commune, notamment, a fourni la preuve que la classe ouvrière ne peut pas simplement prendre possession de la machine politique existante et la mettre en marche pour la réalisation de ses propres buts.* »

C'est ainsi que la Commune de Paris, premier gouvernement ouvrier et paysan, démontrera aux yeux du monde la capacité de la classe ouvrière à prendre en main sa propre destinée et, par là même, à lutter pour l'émancipation de l'humanité des chaînes de l'exploitation et de l'oppression capitalistes.

Notre revue s'inscrit pleinement dans cette continuité révolutionnaire, celle qui amènera Léon Trotsky à lutter pour la IV^e Internationale.

« La révolution éveille - et c'est en cela que réside sa force - les masses laborieuses les plus opprimées, les plus arriérées, les plus méprisées. La grève est la forme que revêt leur éveil. C'est à travers la grève que les différentes couches et les différents groupes du prolétariat s'annoncent, se signalent les uns aux autres, éprouvent leurs propres forces et celles de l'ennemi. Une couche en éveille et contamine une autre. Et le tout rend la grève actuelle absolument inévitable »

Léon Trotsky - La Révolution espagnole. Editions de Minuit.
p.172. Le rôle des grèves dans une révolution.
2 août 1931

ADIDO
8, rue de la Forêt Noire
34 080 MONTPELLIER

(ADIDO, association loi 1901,
édite le mensuel La Commune)

courrier électronique :
lacommune@lacommune.org
http://www.lacommune.org